

Communiqué de presse

Zurich, le 31 mars 2023, 9h00

KOF-NZZ Enquête auprès des économistes : scepticisme chez les économistes concernant la reprise du Crédit Suisse par l'UBS

Le KOF a interrogé en collaboration avec la *Neue Zürcher Zeitung* (NZZ) un panel d'économistes issus des hautes écoles suisses sur le thème du secteur bancaire suisse et de la reprise du Crédit Suisse - 167 économistes y ont pris part. Il ressort de l'enquête que près de la moitié des chercheurs en économie auraient privilégié la reprise par l'État (et une éventuelle vente ultérieure) comme solution. Plus des deux tiers des participant-es à l'enquête craignent que le rachat n'entraîne une détérioration de la stabilité du secteur bancaire suisse.

Suite à la forte chute du cours de l'action du Crédit Suisse (CS) lors des derniers mois et les retraits de dépôts et d'avois de plus en plus fréquents des clients de la banque, le Crédit Suisse s'est retrouvé à la mi-mars au bord de l'insolvabilité. Le 19 mars 2023, le gouvernement suisse, la Banque nationale suisse, l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers, l'UBS et le Crédit Suisse ont annoncé le rachat d'urgence du Crédit Suisse par l'UBS. Cette décision a fait l'objet d'un vif débat dans l'opinion publique et parmi les économistes. Dans le cadre de cette enquête auprès des économistes menée fin mars, il a été demandé aux économistes suisses quelle aurait été, selon eux, la mesure la plus susceptible d'être mise en œuvre dans la situation de crise du Crédit Suisse, le week-end du 18 et 19 mars 2023. Selon 48% d'entre eux, l'option de la reprise par l'État (et d'une éventuelle vente ultérieure) est considérée comme étant la meilleure option. L'avantage de cette alternative aurait été qu'un géant bancaire suisse n'aurait pas vu le jour et que l'intensité de la concurrence sur le marché bancaire suisse aurait été maintenue. Parallèlement, cette solution étatique aurait néanmoins probablement entraîné des risques encore plus élevés pour les contribuables suisses.

Il ressort par ailleurs de l'enquête que 28% des personnes interrogées auraient plutôt opté pour l'application de la procédure d'assainissement et de liquidation selon le dispositif « too big to fail ». Ce plan d'urgence aurait prévu que les activités suisses d'importance systémique du Crédit Suisse auraient été sauvées et que la partie internationale aurait été assainie ou liquidée de manière ordonnée. L'objectif de cette procédure est, qu'en principe, les contribuables ne soient pas mis à contribution. Dans la situation actuelle des choses, l'applicabilité et les conséquences de ces règles - notamment en ce qui concerne les activités internationales - sont toutefois incertaines.

L'option retenue, à savoir la reprise par l'UBS, est la moins populaire parmi les économistes interrogés, avec une part de 19%. Mais en principe avec cette option, la stabilité des marchés financiers (internationaux) peut être rapidement atteinte et l'assainissement du Crédit Suisse peut commencer immédiatement.

Les 6% des économistes restants auraient opté pour une autre solution. Selon les commentaires reçus par les participant-es à l'enquête, la reprise par une banque étrangère ou un « Whatever it takes » émanant de la Banque nationale suisse auraient pu être envisagés.

L'acquisition est considérée comme étant avantageuse pour l'UBS

L'UBS reprend le Crédit Suisse pour un prix d'achat de 3 milliards de francs. En même temps, l'UBS bénéficie de garanties de l'État et d'aides en liquidités. D'une part, l'UBS prend des risques avec cette acquisition, par exemple en ce qui concerne les éventuels coûts futurs de litiges et la réussite optimale de l'intégration du CS. En outre, les coûts de la réorganisation et les futures dispositions réglementaires plus strictes comportent des incertitudes. D'autre part, l'UBS améliore sa position concurrentielle, notamment auprès des entreprises suisses, et les actifs sous gestion de l'UBS augmentent fortement. Environ trois quarts des économistes interrogés considèrent que l'acquisition est (plutôt) une bonne affaire pour l'UBS. Seuls 12% ont indiqué qu'ils considéraient l'acquisition comme défavorable pour l'UBS.

La place financière suisse et le secteur bancaire souffrent

Les économistes ont également été interrogés sur les conséquences que la crise du Crédit Suisse et sa résolution par les institutions suisses impliquées ont sur la réputation internationale de la place financière suisse. La réponse est claire : près de 80% des participant-es à l'enquête estiment que la réputation internationale s'est plutôt ou nettement détériorée.

Les répercussions de l'acquisition du Crédit Suisse sur le secteur bancaire suisse font également l'objet d'un vif débat actuellement. Dans le cadre de l'enquête menée auprès des économistes, les participant-es devaient indiquer si, selon eux, les quatre aspects suivants : « Accès au crédit pour les entreprises et les particuliers suisses », « Stabilité du secteur bancaire suisse », « Qualité des services du secteur bancaire suisse » et « Efficacité des coûts du secteur bancaire suisse » s'étaient améliorés, n'avaient pas changé ou s'étaient détériorés. Selon 69% des économistes, la stabilité s'est détériorée, ce qui signifie que la part des réponses « S'est détériorée » est la plus élevée concernant cet aspect. Plus de la moitié des répondants estiment également que la qualité des services et l'accès au crédit se sont détériorés. En comparaison avec les autres points, c'est l'efficacité des coûts qui devrait être la moins affectée, puisque 46% pensent qu'elle s'est détériorée, 39% qu'elle n'a pas changé et 15% qu'elle s'est améliorée.

L'enquête KOF-NZZ auprès des économistes traite de thèmes importants pour la politique économique de la Suisse et constitue un instrument permettant de faire connaître au grand public les opinions des économistes effectuant des recherches académiques. Le partenaire médiatique du KOF pour l'élaboration et l'interprétation de l'enquête auprès des économistes est la *Neue Zürcher Zeitung* (NZZ). En mars, le KOF a mené, en collaboration avec la NZZ, une enquête sur le secteur bancaire suisse et la reprise du Crédit Suisse. L'enquête a débuté le 23.03.2023 et s'est terminée le 29.03.2023. 863 économistes ont été contactés. Des réponses ont été reçues de 167 économistes issus de 19 institutions.

Vous trouverez ici de plus amples informations sur l'enquête du KOF-NZZ auprès des économistes ainsi qu'une représentation graphique des résultats :

<https://kof.ethz.ch/fr/enquetes/enquetes-aupres-des-experts/enquetes-aupres-des-economists.html>

Contacts :

Hans Gersbach (co-directeur du KOF) | hgersbach@ethz.ch

Klaus Abberger | abberger@kof.ethz.ch

Nina Mühlebach | muehlebach@kof.ethz.ch

KOF Corporate Communications | kofcc@kof.ethz.ch